



Département de la santé, des affaires sociales et de la culture  
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur

CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS

Aux destinataires  
de la procédure de consultation

---

**Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision  
de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)**

A transmettre d'ici au 15 septembre 2019

par courrier postal au Service de l'action sociale, Avenue de la Gare 23, 1950 Sion,  
ou par courrier électronique à l'adresse [sas@admin.vs.ch](mailto:sas@admin.vs.ch)

Nom de l'organisme :	Ville de Monthey
Personne de contact :	France Udressy
Adresse :	Place de l'Hôtel-de-Ville 2 1870 MONTHEY
Téléphone :	024.475.78.41
Date :	11.09.2019



1. Le chapitre sur les **dispositions générales** a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Les dispositions telles que présentées sont alignées sur les directives déjà en vigueur.

2. Le chapitre sur **l'organisation de l'aide sociale** a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la **compétence à raison du lieu**. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

4. Le chapitre 4 regroupe les différents **instruments du dispositif d'aide sociale**, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Très favorable à l'introduction de l'art.20, al.2. En effet, plusieurs situations voient leur évolution bloquée par des certificats médicaux peu clairs ou complaisants, empêchant la mise en place de mesures d'insertion ou la reprise d'une activité.

De plus, la constitution d'une base de données électronique accessible par l'ensemble des parties (CMS, canton, communes), permettra une meilleure gestion des dossiers, un contrôle plus rapide et uniforme de la subsidiarité et un pilotage efficient.

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la **prévention sociale** et **l'aide personnelle** (non financière) ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

6. Êtes-vous favorable au renforcement des **mesures d'insertion socio-professionnelle** et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant **l'aide matérielle**, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de **dessaisissement de fortune** (art. 32) ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Il y aura lieu toutefois d'édicter des directives claires en cas de dessaisissement de fortune et de refus de prestations, notamment lorsque les personnes doivent être admises en institutions et ne peuvent bénéficier des PC.

9. Êtes-vous favorable au maintien du **remboursement de l'aide sociale** à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

10. L'avant-projet prévoit un **délai de prescription** de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la **protection des données et l'échange d'informations** ?

✓ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les **enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale** ?

✓ ☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

La LIAS devait entre autre être révisée pour permettre aux enquêteurs d'agir dans le domaine particulier de l'aide sociale.

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de **dispositions pénales** cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

✓ ☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés **aux organisations à caractère social** ?

✓ ☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la **répartition des frais** entre l'Etat et les communes ?

✓ ☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Les types de frais admis ou non dans la répartition sont détaillés de manière plus complète que la loi actuelle.

16. Autres observations, remarques ou propositions :

Si le thème de la cantonalisation de l'aide sociale n'est pas à l'ordre du jour, il aurait été intéressant, dans le cadre de cette révision, de s'interroger sur la pertinence de maintenir les services sociaux et l'aide et les soins à domicile sous une même entité. Les tâches et missions sont différentes, les équipes n'ont pas de lien entre elles. Il est difficile d'élaborer une stratégie pour l'ensemble de nos centres, tant les réalités des uns et des autres sont différentes. Un seul budget doit être établi et les répartitions qui sont faites ensuite notamment par rapport aux services centraux sont peu claires. Il serait souhaitable qu'une réflexion soit menée dans ce sens pour permettre une meilleure gestion de ces deux services.